

LEXIQUE

Gouvernance

ASSOCIATION ANTICOR

Association de lutte contre la corruption et pour rétablir l'éthique en politique. Son ambition est de réhabiliter le rapport de confiance qui doit exister entre les citoyens et leurs représentants, politiques et administratifs. Lors des élections, Anticor propose aux candidats une charte définissant un engagement éthique irréprochable. (*voir sur internet : anticor.org*).

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le fait pour un élu de se placer dans une situation pouvant susciter un doute sur son impartialité et son indépendance, sur les mobiles de ses décisions (*par ex., un intérêt personnel interfère avec les responsabilités*). Il ne se réduit pas à une infraction démontrée.

CLIENTÉLISME

Le fait pour un élu d'instrumentaliser politiquement des relations personnelles, ou d'octroyer des avantages injustifiés en échange d'un soutien futur, lors d'élections notamment, ou favoriser une partie de la population dans le but d'obtenir ses suffrages.

COMMISSIONS INSTITUTIONNELLES

Au nombre de 8, elles organisent les services de la ville selon les missions qui leur sont dévolues.

Démocratie participative

BUDGET PARTICIPATIF

C'est un processus qui donne aux habitants le pouvoir d'affecter une partie du budget de leur commune: ils proposent, votent et décident de projets pour leur ville.

Le budget participatif doit s'inscrire dans la durée et être répété. Il faut que les autorités publient un compte rendu de la façon dont ont été prises en compte les décisions des citoyens.

PÉTITION

Les électeurs peuvent demander par une pétition qu'une consultation, sur toute affaire relevant de la compétence du conseil municipal, soit inscrite à l'ordre du jour de cette assemblée.

(article 72-1 de la Constitution, voir collectivites-locales.gouv.fr)

RÉFÉRENDUM LOCAL

Il permet de décider par le vote des électeurs la mise en œuvre ou non d'un projet qui relève de la compétence de la commune. Il est déclenché par le conseil municipal.

(loi constitutionnelle du 28 mars 2003, voir collectivites-locales.gouv.fr)

CONSULTATION

Le conseil municipal peut consulter les électeurs sur les décisions qu'il est appelé à prendre. Il est possible de ne consulter que ceux d'une partie du territoire de la commune.

(articles L1112-15 à L1112-22 du CGCT, voir collectivites-locales.gouv.fr)

RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE (RIC)

Le chef de l'Etat Emmanuel Macron est « favorable à ce que des référendums d'initiative citoyenne (RIC) puissent être organisés sur certains sujets d'intérêts locaux ».

<https://www.publicsenat.fr/article/politique/macron-pour-un-ric-mais-seulement-au-niveau-local-140251>

SOCIOCRATIE

Ensemble de méthodes permettant à un groupe de déterminer ses objectifs, d'avancer vers leur réalisation et de prendre efficacement des décisions démocratiques. Ex : élection sans candidat, décision par consentement, formalisation du double lien

CO-CONSTRUCTION

Processus de participation à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation d'un projet, par des élus et des habitants. Ce n'est ni une consultation, ni une concertation. L'égalité des points de vue en est le principe.